

**Lors de cette élection présidentielle en 2022**, et compte tenu du rapport des forces actuels, **la défaite face à la droite et à l'extrême droite est-elle un fait acquis ?** Devons nous y résigner ? **Pouvons nous attendre cinq ans de plus pour tourner la page du libéralisme ?** La construction d'une nouvelle majorité politique à l'Assemblée nationale en 2022 est-elle encore possible ? Autour de quel contenu ? Que pouvons-nous faire pour faire bouger les choses ? **Comment reconquérir l'électorat populaire ?**

Telles sont les différentes questions dont, comme le dit Pierre Laurent, nous devons débattre d'ici la conférence nationale des 10 et 11 avril et **ne pas limiter le débat à faut-il ou non un candidat communiste à l'élection présidentielle ? Et si oui lequel ?**

En ce qui me concerne et au jour d'aujourd'hui,

- **penser qu'il soit possible de qualifier pour le deuxième tour** de l'élection présidentielle, **un ou une candidate de gauche porteur-se d'un projet de rupture** démocratique, d'un changement de système de production, réduisant les inégalités et affrontant avec détermination la transition écologique nécessaire, **apparaît comme un défi**. *Aucun candidat des partis politiques de gauche ou des écologistes ne peut espérer y arriver seul(e)*, compte tenu du divorce actuel entre les classes populaires et moyennes et la représentation politique actuelle (les partis politiques y compris la France Insoumise). Par ailleurs *une candidature unique* (que ce soit Melanchon, Bayou ou Idalgo) *ne pourrait, rassembler sur son nom ou derrière sa bannière tous les électeurs se situant à gauche ou écologiste*, compte tenu des divisions réelles parmi ces électeurs sur le projet de société alternatif comme sur les priorités de court-terme.
- **Pour autant seul un combat qui n'est pas engagé est perdu d'avance. Et la multiplication des candidatures à gauche, a toutes chances d'être un handicap pour la crédibilité de chacun des partis** si, au soir du premier tour, leurs électeurs sont obligés de choisir une fois encore entre la droite et l'extrême droite.
- **Certains camarades**, assurés qu'ils sont de l'impossibilité de voir un candidat de gauche se qualifier pour le deuxième tour des présidentielles en 2022, **militent en faveur de la présentation d'un candidat communiste au premier tour**, non seulement dit C. Piquet, *pour se compter, être visibles* pendant la campagne, en ayant accès à la télévision, et *affirmer ainsi notre identité*, mais aussi - pensent-ils - *peser sur la reconstruction de la gauche autour d'une perspective de changement*. C'est notamment le cas d'André Chassaigne pour qui « l'originalité et l'efficacité de notre projet communiste pour répondre aux urgences actuelles... le rend indispensable dans la construction d'une alternative politique réelle ». Profiter de la campagne des présidentielles pour élargir sa diffusion, permettrait dès lors de rassembler le peuple de gauche sur cette base sinon à court-terme, au moins à moyen terme.
- **Je ne partage pas cette analyse, qui pour moi ne prend pas en compte ce qui a changé au cours de ces dernières années, la crise de la politique, le discrédit des partis politiques traditionnels** arrivant lors des élections avec chacun leur propre programme qui serait à la fois la traduction de leur projet de société et le critère de choix entre eux pour diriger le pays. Beaucoup moins d'un électeur sur cent sans doute étudie ces programmes pour faire son choix, fussent-ils enfin

connus grâce aux moyens donnés par une campagne présidentielle. **Certes les variables ayant une influence déterminante sur le comportement électoral** (le choix du candidat ou du parti dont il se réclame), comme la religion, la classe sociale (ouvrier versus CSP +), le statut professionnel (salarié ou indépendant), l'âge, la génération, le genre, **perdent en influence au profit d'une volatilité électorale** (seul le RN garde la très grande majorité de son électorat d'une élection à l'autre). **Mais le choix entre les candidats ne se fait pas alors en fonction de leur programme mais des enjeux du moment** et des réponses qu'ils y apportent. Or j'ai bien peur que pour les électeurs qui se situent à gauche - qui n'ont pas disparu même s'ils s'abstiennent de plus en plus - le *principal enjeu des élections présidentielles* (à mesure, que la crise s'aggrave, que le temps passe et que les échéances approchent) soit **la perspective de se retrouver (ou non) une fois de plus devant le choix entre la droite et l'extrême droite** pour mettre en œuvre sans attendre le changement radical de politique auquel ils aspirent.

- *Tout candidat de gauche dont la candidature pourrait apparaître comme ayant contribué à ce qu'aucun candidat de gauche ne se retrouve au second tour, ou pire à l'élection de Marine Le Pen, serait alors sanctionné et son Parti totalement décrédibilisé,* et non pas, comme l'espère Igor Zamichéï, en capacité de franchir une étape nouvelle dans le renforcement de son influence dans la construction d'une majorité politique autour d'un projet de rupture.

**Dès lors quels sont nos choix possibles ?**

**. Peut-on soutenir dès le premier tour le/la candidat-e de la social-démocratie** dont la dérive vers le centre droit est avérée depuis des années ?. *Cela irait à l'encontre de notre visée, « reconstruire la gauche autour d'un projet de rupture avec les logiques dominantes »,* comme le dit Christian Piquet.

**Faut-il se rallier derrière la bannière de Jean-luc Mélançon ?** Certes nous avons à deux reprises soutenu la candidature de Jean-Luc Mélançon aux présidentielles, dont la première fois dans le cadre du Front de Gauche dont nous étions ensemble à l'origine de sa création. Son programme, comme l'humain d'abord sont d'ailleurs tous deux, une réactualisation du programme du Front de gauche. Pour autant **ce ne peut être un ralliement sans conditions derrière une candidature autoproclamée qui par ailleurs a besoin du soutien de nos élus pour être validée.** Outre une campagne présidentielle à plusieurs voix, nous permettant de mettre en avant nos priorités en matière de changement, une des premières conditions est naturellement d'appeler à faire barrage à Marine Le Pen au second tour. Une autre est de s'entendre dès à présent sur des candidatures communes aux législatives pour gagner un maximum d'élus et se donner les moyens de construire, une majorité politique nouvelle à l'Assemblée nationale.

- **Il nous faut surtout travailler, dès à présent, à la construction d'une nouvelle majorité politique à l'Assemblée nationale autour d'un projet de rupture avec les logiques dominantes et ceci, quel que soit le résultat des élections présidentielles.** Cela suppose de mettre en débat avec le mouvement social les propositions de rupture des différents partis de gauche. Cela **suppose surtout,** comme le dit Dominique Saigé, **de travailler à l'implication du**

**mouvement populaire dans le débat des présidentielles et des législatives** pour permettre de dépasser les divisions actuelles de la gauche, **en co-construisant avec le mouvement social un projet dont il sera porteur.**

- Contrairement à ce que déclare Evelyne Ternant, il y a aujourd'hui dans l'électorat de gauche et au sein du mouvement social, un socle d'idées, des propositions partagées, en mesure de construire une perspective de changement. C'est ce qu'a montré le dernier appel de décembre des 18 organisations parmi lesquelles on retrouve aussi bien La CGT que Greenpeace aux positions a priori très éloignées. Cet appel s'adresse aux partis et à l'ensemble des forces agissant pour le changement de politique, pour qu'elles s'accordent avec eux sur un certain nombre de priorités et dessinent une perspective. Pour moi **il est de la responsabilité des partis de gauche et singulièrement du PCF de répondre publiquement, et le plus rapidement possible, à cet appel des 18**, de nourrir de ses propositions le débat sur les priorités qu'ils proposent et de permettre aux mouvements citoyens aujourd'hui dispersés, de converger au sein d'un véritable mouvement populaire porteur d'une perspective de changement.

**Car c'est bien en partant de ses aspirations, de ses attentes, mais aussi de ses propositions, et en lui offrant de construire ensemble une perspective politique, que l'on peut espérer reconquérir l'électorat populaire** qui s'est réfugié dans l'abstention, et ceci quel que soit le résultat de l'élection présidentielle.

Paris le 8 mars 2021.

Véronique Sandoval, secrétaire de la section Paris 15<sup>ème</sup> Garibaldi.